

PRATICIENS SPÉCIALISTES

Le débrayage massivement suivi

Les praticiens spécialistes de la santé publique ont entamé, hier, leur mouvement de grève illimité. Le taux de suivi sur le territoire national, au premier jour, a été estimé, selon leur syndicat, à près de 75%. Ils prévoient un rassemblement, aujourd'hui, devant le ministère de la Santé.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les blouses blanches haussent le ton et radicalisent leur mouvement de protestation. Après plusieurs grèves cycliques qui n'ont pas abouti, les praticiens spécialistes de santé publique ont décidé d'entamer une grève illimitée.

Ils paralysent, depuis, hier, les structures de santé pour faire pression sur la tutelle et arracher leurs droits socioprofessionnels. Selon le D^r Youcefi, président du SNPSSP (Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique), le mouvement a été suivi à près de 75%. Le taux de suivi diffère, explique-t-il, d'une wilaya à une autre. Ainsi, dans la capitale le mouvement a été suivi à 70%, Blida 80%, Tizi-Ouzou à

70%, Bouira 100%, Ouargla 60%, Tlemcen 70%, Chlef 90%, Tiaret 100%, Annaba 70% et à 80% à Tébessa et Oum-El-Bouaghi. Les praticiens spécialistes refusent que leur combat soit limité au seul point des augmentations salariales et ne comptent pas reculer jusqu'à satisfaction de leur plate-forme de revendications «point par point».

Laquelle s'articule essentiellement autour de l'amendement du statut, la révision du régime indemnitaire, la suppression de la discrimination en matière d'imposition (IRG) des primes et indemnités versées par le secteur de la santé aux praticiens spécialistes hospitalo-universitaires (10%) et pour les praticiens spécialistes de la santé publique (35%), un quota national de logements, des

mesures incitatives pour le service civil et la mise en place d'une carte sanitaire. Des revendications que, souligne le syndicat, le ministre de la Santé s'est déjà engagé à satisfaire. «Nous demandons uniquement que la tutelle respecte les engagements qu'elle a signés», a indiqué le D^r Youcefi. «Une fuite en avant» que comptent dénoncer, aujourd'hui,

les spécialistes qui prévoient un rassemblement devant le ministère de la Santé. Ould Abbès, qui s'étonne de la colère des praticiens spécialistes, puisque, assure-t-il, «toutes leurs revendications sont satisfaites», engagera-t-il un dialogue ?

Le SNPSSP dénonce le recours systématique de la tutelle à la justice à chaque mouvement

de grève des spécialistes. «Nous sommes entraînés d'une manière abusive devant la justice», déplore le syndicaliste. Une mesure «discriminatoire» qui est, cependant, loin d'entamer la détermination des contestataires. Selon leurs dires, «aucune mesure ne fera reculer la corporation de ses revendications légitimes».

S. A.

PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE DE TIZI-OUZOU

Grève et sit-in devant le siège de la Centrale syndicale pour aujourd'hui

L'interprofessionnelle de la Fonction publique (Union de wilaya UGTA de Tizi-Ouzou) a lancé un appel à l'ensemble des travailleurs du secteur de la Fonction publique de la wilaya de Tizi-Ouzou à prendre part à la grève générale prévue pour aujourd'hui, lundi, et au regroupement de protestation qui aura lieu le même jour, à partir de 10 heures, devant le siège de la Centrale syndicale à Alger.

La journée de protestation vient en soutien à une série de revendications. Il est, notamment, demandé

l'abolition de l'article 37/bis de la loi 90/11, l'intégration des corps communs dans leurs secteurs respectifs et des augmentations salariales pour les mêmes corps ainsi que l'alignement du régime indemnitaire de ces derniers aux corps spécifiques, la confirmation des contractuels et l'abolition du statut de vacataire. Il est également demandé la revalorisation des salaires à partir de 2008 et la réévaluation de la valeur du point indiciaire à compter de la date du relèvement du SNMG.

S. A. M.

PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

Les Français d'Algérie ont voté

Pragmatisme. Même s'ils avouent être séduits par Jean-luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche, les binationaux préfèrent ajouter aux chances de succès de François Hollande, le candidat du Parti socialiste.

Les Français d'Algérie et les binationaux ont voté hier à Alger, dans les cinq bureaux de vote ouverts dans l'enceinte même du consulat de France. Appelés à départager une dizaine de candidats au palais de l'Élysée, ils ont plutôt favorablement répondu. Il n'y avait certes pas file devant la porte d'entrée du consulat, comme jadis pour le fameux visa, mais la grouille est inhabituelle. Sous l'œil vigilant de policiers postés devant l'entrée, les électeurs arrivaient ce dimanche matin solitaires ou par petits groupes.

Des Français résidant en Algérie et des Algériens jouissant de la double nationalité. L'opération de vote ne leur prenait qu'une dizaine de minutes. Samir S., allure sportive, teint brun et lunettes de soleil noires, scrute les abords du consulat à la recherche de son accompagnateur parti faire un tour le temps qu'il vote. Il ne le voit pas, prend son téléphone et on l'entend informer qu'il est ressorti et attend devant l'entrée. «Je ne vous le cache pas. J'ai voté Jean-luc Mélenchon. J'ai bien aimé ses discours mais surtout lorsqu'il tourne en dérision Marine Le Pen», confie-t-il, sans se départir de son large sourire. Samir, qui réside à Hydra, cite alors cette séquence où Mélenchon dit à Marine Le Pen : «Vous avez peur de vous faire islamiser par la viande halal.»

Si Samir est tombé sous le charme de Mélenchon qui s'est avéré plutôt bon tribun, Zineb, elle, a choisi de voter pour François Hollande.

«Quoique j'éprouve de la sympathie pour Mélenchon, j'ai, par pragmatisme, voté pour François Hollande. J'ai voté pour moi et pour mon mari.» Zineb est de celles qui ont choisi d'aider le plus à même de «terrasser» Nicolas Sarkozy, le président sortant et candidat à sa propre succession. Il y a peut-être du raisonnable dans cette attitude, d'autant que les sondages donnent François Hollande devançant Nicolas Sarkozy. Mais est-ce à dire que ce dernier et Marine Le Pen, la candidate du Front national, n'auraient droit qu'à une maigre portion des suffrages des 15 000 électeurs inscrits pour Alger et le centre du pays ? Slimane, un Bougiote pour qui Paris n'a pas de secrets, ne le pense pas. «J'ai voté Marine Le Pen», plaisante-t-il, dans un premier temps, avant d'avouer qu'il a donné sa voix pour François Hollande. «J'ai vu des bulletins de Mélenchon et Hollande dans la corbeille. Il y a des gens qui ont certainement voté pour Sarkozy et Marine le Pen», dit-il, rappelant que lors de l'élection de 2002, Jean Marie Le Pen a réalisé un bon score ici à Alger.

Si Slimane est assez disert, il en est autrement de cette quinquagénaire au foulard rose-crevette bien ajusté sur sa tête. «J'ai voté. Pour qui ? Ça, je ne vous le dirai pas !», débite-t-elle d'un trait pour ensuite s'éloigner.

D'autres femmes couvertes du même couvre-chef arrivaient, pénétraient dans l'enceinte du consulat, ressortaient au bout de quelques minutes et, sans s'attarder, visiblement toutes heureuses d'avoir accompli leur devoir de citoyenne, repartaient. Pourraient-elles avoir voté pour la candidate des verts, Eva Joly, qui n'a rien à voir avec l'Alliance verte de chez nous ?

Sofiane Aït Iflis

CHERTÉ DE LA VIE ET INFLATION

Sidi-Saïd et Babès tirent la sonnette d'alarme

«On s'est dépouillé des instruments d'une économie administrée sans nous doter des moyens de régulation d'une économie de marché». Le constat a été dressé hier par le président du Cnes, M. Mohamed-Seghir Babès. C'était à l'occasion d'une rencontre avec une délégation de l'UGTA conduite par son secrétaire général, et qui s'est tenue au siège de cette institution.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La question de la cherté de la vie et autre inflation était hier au centre d'une rencontre «hautement» importante entre les experts du Conseil national économique et social (Cnes) et une délégation de l'UGTA conduite par Sidi-Saïd.

L'initiative approuvée par les deux parties, «après l'aval et le soutien des hautes autorités du pays», avait comme principal objectif «d'engager une large réflexion, en associant tous les acteurs de la vie économique et sociale, autour de la problématique de la cherté de la vie, voire de la hausse inexplicquée des produits de large consommation». A ce propos, il est important de rappeler que l'idée avait été déjà évoquée par

l'UGTA lors de sa dernière réunion de son état-major qui s'est tenue le 9 avril dernier à Alger. Une rencontre lors de laquelle Abdelmadjid Sidi-Saïd avait demandé aux secrétaires généraux des fédérations et des wilayas d'engager au niveau local une large réflexion et collecter le maximum d'informations sur cette question de la cherté de la vie.

Hier dimanche, le président du Cnes, M. Babès a mesuré «l'importance de cette question», d'où son adhésion «pleine et entière» à la démarche initiée par l'UGTA.

A ce propos, Sidi-Saïd dira que «depuis 2006, des moyens financiers colossaux ont été injectés mais la réalité du terrain est tout autre». «Notre dernière enquête a fait

ressortir que 55% du budget familial estimé à 37 000 DA est consacré à l'alimentation. Aujourd'hui, il est plus que jamais urgent que cette problématique des prix soit prise en charge, en associant tous les acteurs. Et à ce propos, l'UGTA et le Cnes sont disposés à faire des propositions à travers un groupe de travail mixte», a-t-il souligné. Des propos approuvés par le président du Cnes qui dira, de son côté, que «nous sommes aujourd'hui dans un modèle de consommation qui est importé».

Selon lui, «l'Etat stratégie ou l'Etat puissance publique, qui régule et qui protège n'est pas là ». C'est dans ce cadre que M. Babès a soutenu l'idée de la mise en place d'un groupe de travail mixte qui sera, par ailleurs, élargi à d'autres acteurs et dont les recommandations seront transmises aux parties concernées».

Hier, lors de cette rencontre, experts du Cnes et syndicalistes de l'UGTA étaient unanimes à dire, «qu'il est aujourd'hui urgent de faire face à une

situation qui fragilise le citoyen et l'écarte du débat de l'heure qui engage son avenir et celui de son pays».

D'ailleurs, on n'y est pas allé par quatre chemins pour indiquer que cette situation est la résultante de trois facteurs, à savoir : «la fragilité structurelle de la production nationale, l'incohérence des politiques et sociales», et citant comme exemple le cas de la banque d'Algérie, «qui tente de récupérer l'argent à travers cette hausse, alors que cet argent est réinvesti dans l'informel et les pratiques sociales basées sur l'esprit de «tag ala man tag»».

Bref, au-delà du constat fait par les uns et les autres, le SG de l'UGTA et le président du Cnes ont mesuré la «gravité de la situation» et décident de tirer la sonnette d'alarme.

Première mesure : associer tous les acteurs de la vie économique et sociale à même de dégager des propositions et atténuer la situation que vit le citoyen algérien.

A. B.

La Turquie accorde des facilités d'octroi de visas aux Algériens

De nouvelles facilités d'octroi de visas turcs pour les ressortissants algériens.

«A compter du 1^{er} mai prochain, les citoyens algériens pourront obtenir leurs visas au niveau de l'aéroport Atatürk d'Istanbul», a annoncé l'ambassade de Turquie à Alger, hier à la faveur d'un communiqué de presse.

Et de préciser : «Ce visa, dont les frais ont été fixés à 15 euros ou 20 dollars américains, donne droit à un séjour de 30 jours sur le territoire turc.»

Or, si les services consulaires de l'ambassade de Turquie à Alger continueront à délivrer les visas comme habituellement, les postulants pour cette nouvelle procédu-

re doivent «disposer soit d'un visa Schengen en cours de validité ou d'un visa délivré par l'un des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), soit d'un permis de séjour délivré par lesdits pays, et voyageant par la compagnie Turkish Airlines».

L. H.